

**COMMUNIQUE**

Paris, le 15 octobre 2025

Entre reconnaissance du travail des agents et attentes fortes sur les moyens et les garanties sociales

Malgré un **contexte politique instable** et l'absence de **budget prévisionnel**, **FO Agriculture** a rappelé, lors du dernier Comité social d'administration ministériel, l'engagement sans faille des agents du MAASA qui assurent la continuité du service public dans des conditions souvent difficiles. Si la **Secrétaire générale** a salué cet engagement et réaffirmé sa volonté d'un **dialogue social constructif**, **FO Agriculture** reste vigilante : les paroles doivent désormais se traduire par des **actes concrets** en matière de **reconnaissance, de conditions de travail et de rémunération**.

Des chantiers à suivre de près : GPEEC, TSMA et réforme des corps : La Secrétaire générale a confirmé que la **gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEEC)** reste un **chantier prioritaire**, notamment pour les filières de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt. **FO Agriculture** prend acte de l'ouverture d'un **groupe de travail sur la réforme du corps des techniciens supérieurs (TSMA)**, prévu le **22 octobre**, qui devra répondre à l'enjeu crucial d'**attractivité des métiers** et d'**adéquation des profils aux besoins des services**. **FO Agriculture** y portera la voix des agents : **meilleure reconnaissance des compétences, revalorisation réelle des carrières et ouverture des parcours internes**.

Enseignement agricole : FO obtient des avancées, mais la vigilance reste de mise : **FO Agriculture** se félicite que le **projet de « bachelor agro »**, revendiqué depuis 2021, avance dans le cadre de la **loi d'orientation agricole**. Cependant, les **incertitudes budgétaires du PLF 2026** et le **manque de moyens humains** dans les établissements restent préoccupants. Le syndicat alerte une nouvelle fois sur la **dégradation des conditions de travail** et la nécessité d'un **plan pluriannuel de recrutement** pour les personnels **médico-sociaux, enseignants et d'éducation**.

Sécurité et santé des agents : FO en première ligne : À la suite de l'attaque au couteau d'Antibes, **FO Agriculture** a soutenu la mise en place de **groupes de travail nationaux et régionaux** sur la **sécurité, la prévention et la santé mentale**. Elle a insisté sur la nécessité d'un **véritable suivi dans la durée pour les personnels fragilisés**, d'une **meilleure coordination avec les forces de sécurité**, et d'une **formation renforcée** aux plans de mise en sûreté. Elle a également rappelé l'**importance d'inclure les territoires ultramarins** dans ces dispositifs, trop souvent oubliés.

Reset Brexit et futur accord SPS : FO exige transparence et garanties sociales : Le futur **accord sanitaire et phytosanitaire (SPS)** dans le cadre du « **Reset Brexit** » suscite une forte inquiétude. **FO Agriculture** a dénoncé une **gouvernance trop fermée** du dispositif. La **Secrétaire générale** s'est engagée à créer un « **groupe miroir** » de suivi, mais **FO Agriculture** réclame des garanties supplémentaires : **transparence totale, accompagnement RH individualisé, sécurisation des parcours et protection intégrale des rémunérations**, en particulier pour les agents du SIVP et les contractuels.

Rapport social unique et égalité professionnelle : FO demande plus de clarté : **FO Agriculture** salue les progrès du Rapport social unique 2024 — notamment la **hausse du taux d'emploi des travailleurs handicapés et de la formation** — mais pointe des **lacunes persistantes** : **absence de données sur les contractuels sur budget, vieillissement inquiétant des effectifs et insuffisance des moyens de prévention des risques managériaux**. Elle réclame que le **RSU** devienne un véritable **outil d'analyse et d'action, intégrant un suivi spécifique des rémunérations et de l'égalité professionnelle**. Sur ce dernier point, malgré un **index en hausse (84 points)**, **FO Agriculture** rappelle que l'égalité salariale réelle reste à construire.

Questions diverses : FO interpelle une fois de plus sur les sujets concrets du quotidien : De **nombreuses questions restent sans réponse satisfaisante** : financement inéquitable de la restauration en DDI, manque de moyens pour les équipements de protection, retards dans les contrats et indemnités des agents, ou encore stagnation des revalorisations indemnitaires dans l'enseignement agricole. **FO exige des clarifications rapides** et la mise en place d'un plan de rattrapage.

Face à un ministère qui reconnaît les difficultés sans toujours y apporter de solutions, **FO Agriculture** continuera à **porter les revendications des agents : revalorisation des carrières, sécurisation des parcours, égalité de traitement et amélioration concrète des conditions de travail**. Les annonces doivent maintenant se transformer en engagements fermes et mesurables.

FO Agriculture – pour les services publics du MAASA forts, justes et humains !